

COUR SUPÉRIEURE
(ACTION COLLECTIVE)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000159-130

DATE : 5 avril 2023

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

SERGE ASSELIN

Demandeur

c.

AB SKF
et
SKF USA, INC.
et
SKF CANADA LIMITED
et
ALS.

Défenderesses

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

**JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR
L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION
(Roulements)**

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU** qu'en date du 9 décembre 2022, une entente de règlement a été conclue entre le Demandeur et les Défenderesses AB SKF, SKF USA, Inc. et SKF CANADA Limited. (ci-après collectivement « **SKF** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l'« **Entente SKF** »;

[3] **ATTENDU** que le Demandeur demande au Tribunal l'approbation de l'Entente SKF;

[4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 23 décembre 2022 par lequel la Cour a approuvé le contenu et ordonné la publication des avis aux membres;

[5] **CONSIDÉRANT** que les avis aux membres ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente SKF sans qu'il n'y ait eu d'objection à l'Entente SKF;

[7] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement¹ ne s'est présenté devant cette Cour afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente SKF;

[8] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[9] **CONSIDÉRANT** que la demande a dûment été notifiée au Fonds d'aide aux actions collectives;

[10] **APRÈS EXAMEN**, il y a lieu de faire droit à la demande;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[11] **ACCUEILLE** la demande;

[12] **DÉCLARE** qu'au surplus des définitions utilisées ailleurs dans le présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente SKF (Annexe A) s'appliquent et forment partie intégrante du présent jugement;

[13] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente SKF, le présent jugement prévaudra;

[14] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente SKF, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec qui ne s'est pas valablement exclu, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

¹ « *Settlement Class Members* ».

[15] **DÉCLARE** que l'Entente SKF est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[16] **APPROUVE** l'Entente SKF conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[17] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance² a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale, sans frais de justice et sans réserve, aux Parties Quittancées³ eu égard aux Réclamations Quittancées⁴;

[18] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par l'Entente SKF au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, qui déposera une réclamation en vertu de l'Entente SKF sera réputé avoir consenti au rejet, contre les Parties Quittancées, de toutes Autres Actions qu'il aurait commencées, sans frais de justice et sans réserve;

[19] **ORDONNE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, que chaque Autre Action intentée au Québec par tout Membre du Groupe visé par l'Entente SKF au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, sera et est par la présente rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais de justice et sans réserve;

[20] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra maintenant ou dans le futur intenter, continuer, maintenir, intervenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre Personne, toute procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée ou toute autre Personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou toute autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée ou toute autre matière y étant reliée;

[21] **DÉCLARE** que, par l'Entente SKF, le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[22] **DÉCLARE** que tout recours en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées ou se rapportant aux Réclamations Quittancées sera irrecevable et non avenu dans le cadre des Procédures;

² « *Releasors* ».

³ « *Releasees* ».

⁴ « *Released Claims* ».

[23] **DÉCLARE** qu'aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente SKF, cette Cour conservera un rôle de surveillance continue et **CONSTATE** que les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence de cette Cour aux fins seulement d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente SKF et du présent jugement et sujet aux termes et conditions prévues dans l'Entente SKF et le présent jugement;

[24] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est autrement spécifié, le présent jugement n'affecte en rien les droits ou les réclamations qu'ont ou pourraient avoir les Membres du Groupe visé par l'Entente SKF au Québec dans le cadre du présent Recours contre toute personne qui n'est pas une Partie Quittancée;

[25] **DÉCLARE** que les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente SKF, la gestion, le placement ou la distribution des sommes détenues dans le Compte en Fidéicommiss ou du Protocole de Distribution;

[26] **ORDONNE** que toutes sommes composant les Montants de l'Entente SKF⁵ soient détenues dans le Compte en Fidéicommiss par les Avocats en Ontario⁶ pour le bénéfice des Membres du Groupe visé par le règlement;

[27] **ORDONNE** que, si une partie de la somme composant le Montant de l'Entente SKF demeure dans le Compte en Fidéicommiss après le paiement des Déboursés encourus par les Avocats du Groupe, les Honoraires des Avocats du Groupe⁷ et les Frais Administratifs⁸, les Avocats du Groupe demanderont des directives à la Cour concernant la distribution du reliquat;

[28] **DÉCLARE** que, dans l'éventualité où l'Entente SKF était résolue ou annulée conformément à ses termes ou fait défaut d'entrer en vigueur pour toute raison, le présent jugement devra être déclaré nul et sans effet, sans qu'il soit nécessaire qu'une ordonnance soit rendue mais après avis aux Membres du Groupe visé par le règlement;

[29] **DÉCLARE** que par le présent jugement, le présent dossier est réglé hors Cour et sans frais contre les Défenderesses qui règlent;

[30] **LE TOUT** sans frais de justice.

CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

⁵ « *Settlements Amount* ».

⁶ « *Siskinds LLP* ».

⁷ « *Class Counsel Fees* ».

⁸ « *Administrative Fees* ».

M^e Karim Diallo
Siskinds Desmeules
Pour le demandeur

M^e André Durocher
Fasken
Pour les parties défenderesses SKF

M^e Tania DaSylva
DLA Piper

M^e Nathalie Guilbert
Fonds d'aide aux actions collectives

Date d'audience : 8 mars 2023

Annexe A : Entente SKF

**AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of December 9, 2022

Between

**GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD., 5045320 ONTARIO LTD.,
FADY SAMAHA, SERGE ASSELIN, and DARREN EWERT**

(the “**Plaintiffs**”)

and

AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, and SKF GMBH

(the “**Settling Defendants**”)

AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

TABLE OF CONTENTS

RECITALS	1
SECTION 1 – DEFINITIONS.....	4
SECTION 2 – SETTLEMENT APPROVAL.....	9
2.1 Best Efforts	9
2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification	9
2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement Agreement	10
2.4 Conduct of the Approval Motions	10
2.5 Discontinuance of the BC Action and Recognition Order.....	10
2.6 Pre-Motion Confidentiality	11
2.7 Settlement Agreement Effective	11
SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS	11
3.1 Payment of Settlement Amount	11
3.2 Taxes and Interest	12
SECTION 4 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT	13
4.1 Right of Termination.....	13
4.2 If Settlement Agreement is Terminated.....	14
4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination.....	16
4.4 Survival of Provisions After Termination.....	16
SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS.....	16
5.1 Release of Releasees	16
5.2 Covenant Not to Sue	17
5.3 No Further Claims.....	17
5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions	17
5.5 Dismissal of Other Actions.....	18
5.6 Material Term	18
SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS	18
6.1 Ontario Bar Order	18
6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order	19
6.3 Claims Against Other Entities Reserved.....	19

6.4	Material Term	19
SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT.....		20
7.1	No Admission of Liability	20
7.2	Agreement Not Evidence	20
7.3	No Further Litigation	20
SECTION 8 – CERTIFICATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY		21
SECTION 9 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES.....		22
9.1	Notices Required.....	22
9.2	Form and Distribution of Notices	22
SECTION 10 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION		23
10.1	Mechanics of Administration.....	23
10.2	Information and Assistance.....	23
SECTION 11 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST		25
11.1	Distribution Protocol.....	25
11.2	No Responsibility for Administration or Fees	25
SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES.....		26
12.1	Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes	26
12.2	Responsibility for Costs of Notices and Translation	26
12.3	Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements	26
SECTION 13 – MISCELLANEOUS		26
13.1	Motions for Directions.....	26
13.2	Headings, etc.....	27
13.3	Computation of Time.....	27
13.4	Ongoing Jurisdiction.....	27
13.5	Governing Law	28
13.6	Entire Agreement.....	28
13.7	Amendments	28
13.8	Binding Effect.....	29
13.9	Counterparts	29
13.10	Negotiated Agreement	29
13.11	Language.....	29

13.12	Transaction.....	30
13.13	Recitals.....	30
13.14	Schedules	30
13.15	Acknowledgements.....	30
13.16	Authorized Signatures.....	30
13.17	Notice.....	31
13.18	Date of Execution	31

AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

RECITALS

A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiff in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario and the Plaintiffs claim class-wide damages allegedly caused as a result of the conduct alleged therein;

B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of Bearings sold in Canada and elsewhere as early as April 20, 1998 until at least March 31, 2012, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;

C. WHEREAS the Quebec Action proceeded to a contested authorization and was authorized on behalf of the following class (the “**Quebec Authorized Class**”):

All persons in Québec who have purchased and/or leased a new automotive vehicle equipped with Bearings or who purchased Bearings for installation in a new automotive vehicle between April 20, 1998 and March 31, 2012 and/or during any subsequent period during which the prices were influenced by the alleged conspiracy. Excluded from the class are the defendants, their parent corporations, subsidiaries and affiliates.

*Bearings purchased for repair or replacement in an automotive vehicle are excluded from the class.

**Automotive vehicle means passenger cars, sport utility vehicles (SUVs), vans and light trucks (weighing up to 10,000 lbs.).

D. WHEREAS the Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt out of the Proceedings, the deadline to opt out of the Proceedings has passed, and two Persons validly and timely exercised the right to opt out of the Proceedings;

E. WHEREAS the Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or in any Other Actions, and otherwise deny all liability and assert that they have complete defences in respect of the merits of the Proceedings and any Other Actions or otherwise;

F. WHEREAS on March 1, 2021, The Pickering Auto Mall Ltd. amalgamated with 2061222 Ontario Ltd. to form 5045320 Ontario Ltd, and Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. amalgamated with Gazarek Realty Holdings Ltd. and Gerald A. Gazarek Holdings Ltd. to form Gazarek Realty Holdings Ltd.;

G. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

H. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Classes in the Proceedings and any Other Actions, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

I. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent they have previously done so in the Proceedings or as expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

J. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement related to Canada;

K. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the Settlement Classes the Ontario and Quebec Plaintiffs seek to represent, subject to approval of the Ontario and Quebec Courts;

L. WHEREAS Class Counsel, on their own behalf and on behalf of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes, have reviewed and fully understand the terms of this Settlement

Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense associated with prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes the Ontario and Quebec Plaintiffs seek to represent;

M. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, the Proceedings and any Other Actions as against the Releasees;

N. WHEREAS the Parties consent to certification of the Ontario Action as a class proceeding and to the Settlement Classes and Common Issue in respect of the Ontario Action; and to the amendment of the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action, all solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Ontario Court and Quebec Court as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification and amendment of authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

O. WHEREAS the Ontario and Quebec Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the Settlement Classes they seek to represent and will seek to be appointed as representative plaintiffs in their respective Proceeding; and

P. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Court;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Action be settled and dismissed with prejudice as to the Settling Defendants only, the Quebec Action be declared settled out of court with prejudice as against the Settling Defendants only, and the BC Action be discontinued as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the Settlement Classes they

seek to represent, and the Settling Defendants, subject to the approval of the Ontario and Quebec Courts, on the following terms and conditions:

SECTION 1 – DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement, including the recitals and schedules hereto:

- (1) **Administration Expenses** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (2) **Automotive Vehicle** means passenger cars, sport utility vehicles (SUVs), vans, and light trucks (up to 10,000 lbs).
- (3) **BC Action** means the BC Action as defined in Schedule A.
- (4) **BC Counsel** means Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP.
- (5) **BC Court** means the Supreme Court of British Columbia.
- (6) **BC Plaintiff** means Darren Ewert.
- (7) **Bearings** mean a friction-reducing device installed in new Automotive Vehicles that allows one moving part to glide past another moving part and includes automotive wheel hub unit bearings.
- (8) **Claims Administrator** means the firm proposed by Class Counsel and appointed by the Ontario and Quebec Courts to administer the Settlement Amount in accordance with the provisions of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol, and any employees of such firm.
- (9) **Class Counsel** means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.
- (10) **Class Counsel Disbursements** include the disbursements and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.

- (11) **Class Counsel Fees** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec.
- (12) **Class Period** means April 20, 1998 to July 9, 2020.
- (13) **Common Issue** means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, or stabilize the prices of Bearings during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
- (14) **Counsel for the Settling Defendants** means Fasken Martineau DuMoulin LLP.
- (15) **Courts** means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.
- (16) **Date of Execution** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.
- (17) **Defendants** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants and the Settled Defendants.
- (18) **Distribution Protocol** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Ontario and Quebec Courts.
- (19) **Effective Date** means the date when Final Orders have been received from the Ontario and Quebec Courts approving this Settlement Agreement and the BC Action has been discontinued as against the Settling Defendants.
- (20) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.

(21) **Final Order** means a final order, judgment or equivalent decree entered by a Court approving this Settlement Agreement in accordance with its terms, once the time to appeal such order has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or if the order is appealed, once there has been affirmation of the order upon a final disposition of all appeals.

(22) **Industrial Bearings** means friction-reducing devices, installed in Industrial Products, that allow one moving part to glide past another moving part.

(23) **Industrial Products** means medium and heavy-duty vehicles, buses, commercial vehicles and industrial machinery, including but not limited to farm equipment, aerospace machinery and equipment, construction equipment, mining equipment and railway vehicles.

(24) **Ontario Action** means the Ontario Action as defined in Schedule A.

(25) **Ontario Counsel** means Siskinds LLP and Sotos LLP.

(26) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.

(27) **Ontario Plaintiffs** means 5045320 Ontario Ltd. (successor to The Pickering Auto Mall Ltd.), Gazarek Realty Holdings Ltd. (successor to Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd.) and Fady Samaha.

(28) **Ontario Settlement Class** means the settlement class in respect of the Ontario Action as defined in Schedule A.

(29) **Other Actions** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.

(30) **Party and Parties** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.

(31) **Person** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency

thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.

(32) ***Plaintiffs*** means the BC Plaintiff, Ontario Plaintiffs, and Quebec Plaintiff.

(33) ***Proceedings*** means the BC Action, the Ontario Action, and the Quebec Action and “Proceeding” means any of the Ontario Action, the BC Action or the Quebec Action, as applicable.

(34) ***Purchase Price*** means the sale price paid by Settlement Class Members for Bearings during the Class Period, less any rebates, delivery, or shipping charges, taxes, and any other form of discounts.

(35) ***Quebec Action*** means the Quebec Action as defined in Schedule A.

(36) ***Quebec Counsel*** means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.

(37) ***Quebec Court*** means the Superior Court of Quebec.

(38) ***Quebec Plaintiff*** means Serge Asselin.

(39) ***Quebec Settlement Class*** means, in respect of the Quebec Action, the settlement class as defined in Schedule A.

(40) ***Released Claims*** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers’ fees (including Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasers ever had, now has or hereafter can, shall or may have, relating in any way to any conduct alleged or that could have been alleged, related to, arising from, or described in the Proceedings, whether in Canada or elsewhere, which shall be deemed to include but not be limited to the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of Bearings, whether purchased directly or indirectly, including as part of an Automotive Vehicle, including any claims

for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the Date of Execution in respect of any agreement, combination, conspiracy or conduct that occurred during the Class Period. However, the Released Claims do not include: (i) claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, breach of warranty, securities, or similar claims between the Parties that relate to Bearings (unless such claims allege anticompetitive conduct or anticompetitive communications among competitors); (ii) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of Bearings outside of Canada; (iii) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of Bearings outside of Canada; or (iv) claims concerning any automotive part other than Bearings, where such claims do not concern Bearings.

(41) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, joint ventures, franchisees, dealers, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, mandataries, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing.

(42) **Releasers** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members, on behalf of themselves and any Person or entity claiming by or through them as a parent, subsidiary, affiliate, predecessor, successor, shareholder, partner, director, owner of any kind, agent, principal, employee, contractor, attorney, heir, executor, administrator, insurer, devisee, assignee, or representative of any kind, other than Persons who validly and timely opted out of the Proceedings in accordance with orders of the Courts.

(43) **Settled Defendants** means any Defendant (excluding the Settling Defendants) that executes its own settlement agreement with the Plaintiffs in the Proceedings and whose settlement agreement becomes effective in accordance with its terms, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

- (44) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.
- (45) **Settlement Amount** means CDN\$2,100,000.
- (46) **Settlement Classes** means the Ontario Settlement Class and the Quebec Settlement Class.
- (47) **Settlement Class Member** means a member of a Settlement Class.
- (48) **Settling Defendants** means AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, and SKF GmbH.
- (49) **Trust Account** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, SC 1991, c 46) held at a Canadian financial institution under the control of Siskinds LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

SECTION 2– SETTLEMENT APPROVAL

2.1 Best Efforts

- (1) The Parties shall use their best efforts to implement this Settlement Agreement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Ontario Action as against the Settling Defendants, a declaration of settlement out of court in the Quebec Action as against the Settling Defendants, and a discontinuance of the BC Action as against the Settling Defendants.

2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification

- (1) The Ontario and Quebec Plaintiffs shall file motions before the Ontario and Quebec Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 9.1(1), certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only), and amending the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action as against the Settling Defendants (for settlement purposes only). The Plaintiffs will make best efforts to file the aforementioned motions before the Quebec Court no later than thirty (30) days after the Ontario Court has granted an order approving the notices

described in Section 9.1(1) and certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).

(2) The Ontario order approving the notices described in Section 9.1(1) and certifying the Ontario Action for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedule B. The Quebec order approving the notices described in Section 9.1(1) and amending the Quebec Settlement Class and Common Issue for settlement purposes shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement Agreement

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file motions before the Ontario and Quebec Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and
- (b) the notices described in Section 9.1(1) have been published.

(2) The Ontario order approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule C. The Quebec order approving this Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

2.4 Conduct of the Approval Motions

(1) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

2.5 Discontinuance of the BC Action and Recognition Order

(1) After the Ontario order referred to in Section 2.3 is issued, the BC Plaintiff will:

- (a) have the Ontario order referred to in Section 2.3 registered at the court registry in British Columbia in accordance with the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29, or, failing this, commence an application in the BC

Court for an order registering the Ontario order referred to in Section 2.3, all without costs to any Parties; and

- (b) discontinue the BC Action as against the Settling Defendants without costs to any Parties.

2.6 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2(1) is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as stated in Section 2.6(2) and as required for the purposes of financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), pursuant to regulatory requirements, as necessary to give effect to its terms, or as otherwise required by law.

(2) Upon the Date of Execution, Class Counsel may disclose the existence and terms of this Settlement Agreement to the Courts.

2.7 Settlement Agreement Effective

(1) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS

3.1 Payment of Settlement Amount

(1) Within thirty (30) days of the Date of Execution, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP, for deposit into the Trust Account.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. At least ten (10) days prior to the Settlement Amount becoming due, Siskinds LLP will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfer: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.

- (3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.
- (4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including interest, costs, Administration Expenses, Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement, the Proceedings, or any Other Actions.
- (6) Once a Claims Administrator has been appointed, Siskinds LLP shall transfer control of the Trust Account to the Claims Administrator.
- (7) Siskinds LLP and the Claims Administrator shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.
- (8) Siskinds LLP and the Claims Administrator shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Ontario and Quebec Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

- (1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.
- (2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Siskinds LLP or the Claims Administrator, as appropriate, shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Siskinds LLP or the Claims Administrator.

SECTION 4- TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

4.1 Right of Termination

- (1) In the event that:
- (a) the Ontario Court declines to certify the Ontario Action for the purposes of the Settlement Agreement;
 - (b) the Quebec Court declines to amend the Settlement Class and Common Issue for the purposes of the Settlement Agreement;
 - (c) the Ontario Court declines to dismiss the Ontario Action as against the Settling Defendants, or the Quebec Court declines to declare settled out of court the Quebec Action against the Settling Defendants;
 - (d) the Ontario order described in Section 2.3 is not registered in British Columbia under the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29;
 - (e) the BC Action is not discontinued against the Settling Defendants;
 - (f) the Ontario or Quebec Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part thereof, or approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
 - (g) the Ontario or Quebec Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule C; or

- (h) any order approving this Settlement Agreement made by a Court does not become a Final Order;

the Plaintiffs and the Settling Defendants shall each have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days following an event described above.

(2) In addition, if the Settlement Amount is not paid in accordance with Section 3.1(1), the Plaintiffs shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days after such non-payment, or move before the Courts to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(3) Except as provided for in Section 4.4, if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation or in any other way for any reason.

(4) Any order, ruling or determination made or rejected by any Court with respect to:

- (a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements; or
- (b) the Distribution Protocol

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

4.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify the Ontario Action as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, to amend the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action on the basis on this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;

- (b) the Parties will cooperate in seeking to have any issued order(s) certifying the Ontario Action as class proceedings on the basis of the Settlement Agreement, amending the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action on the basis on this Settlement Agreement, or approving this Settlement Agreement, set aside and declared null and void and of no force or effect, and any Person shall be estopped from asserting otherwise;
- (c) any prior certification of the Ontario Action as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Classes and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, or amendment of the Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action on the basis of this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings, or any Other Actions or other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall make reasonable efforts to destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants to any other Person, shall make reasonable efforts to recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel for the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 4.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior

written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.

4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

(1) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Siskinds LLP shall, within thirty (30) days of the written notice pursuant to Section 4.1(1), return to the Settling Defendants the amount they have paid to Siskinds LLP, plus all accrued interest thereon, but less the Settling Defendants' proportional share of the actual costs of notices required by Section 9.1(1) and any translations required by Section 13.11, up to a maximum deduction of CAD\$30,000.

4.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5), and 11.2, and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5), and 11.2 within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS

5.1 Release of Releasees

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 5.2, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

(2) The Plaintiffs and Settlement Class Members acknowledge that they may hereafter discover facts in addition to, or different from, those facts which they know or believe to be true regarding the subject matter of the Settlement Agreement, and it is their intention to release fully, finally and forever all Released Claims and, in furtherance of such intention, this release shall be and remain in effect notwithstanding the discovery or existence of additional or different facts.

(3) Notwithstanding any of the foregoing, the releases granted pursuant to this Section 5.1 shall be deemed partial for the purposes of article 1687 and following the *Civil Code of Quebec*, shall inure only to the benefit of the Releasees.

5.2 Covenant Not to Sue

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 5.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasers do not release the Releasees but instead the Releasers covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims. For greater certainty, Section 5.1(3) continues to apply to residents of Quebec.

5.3 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, each Releaser shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c N 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasers shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions

(1) Upon the Effective Date, the Ontario Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

(2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

5.5 Dismissal of Other Actions

(1) Upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to Released Claims.

(2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced in Ontario by any Settlement Class Member, to the extent such Other Actions relate to Released Claims, shall be dismissed as against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.

(3) Upon the Effective Date, each member of the Quebec Settlement Class, with the exception of those deemed excluded under Article 580(2) of the *Code of Civil Procedure*, shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to the Released Claims.

5.6 Material Term

(1) The releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS

6.1 Ontario Bar Order

(1) Class Counsel shall seek a bar order from the Ontario Court providing that, to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is

not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section 6.1 (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted-out of the Proceedings).

6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) Class Counsel shall seek a declaration by the Quebec Court that the Quebec Plaintiff and the Quebec Settlement Class have renounced the benefit of solidarity. The declaration obtained will provide for the following:

- (a) the Quebec Plaintiff and Quebec Settlement Class Members expressly waive and renounce the benefit of solidarity against any other Person or party that is not a Releasee with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees; and
- (b) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action or any Other Action commenced in Quebec.

6.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasers against any Person other than the Releasees.

6.4 Material Term

(1) The Parties acknowledge that the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated in this Section 6 shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT

7.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission or evidence of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings, any Other Actions, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

7.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

7.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the Released Claims. Moreover, Class Counsel or anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information was, is or becomes otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court.

(2) In addition, no Class Counsel nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering, or distributing of Industrial Bearings, whether purchased directly, indirectly or otherwise, including as part of an Industrial Product, in respect of any agreement, combination, conspiracy or conduct that occurred prior to the Date of Execution; excluding any claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defect, breach of warranty, securities or similar claims between the Parties that relate to Industrial Bearings (unless such claims allege anticompetitive conduct or anticompetitive communications among competitors).

(3) Section 7.3(1) and (2) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the Code of Professional Conduct for British Columbia.

SECTION 8 – CERTIFICATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY

(1) The Parties agree that the Ontario Action shall be certified as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Ontario Court.

(2) The Parties agree that the motion to approve the notice in the Quebec Action will provide for the modification of the authorized Settlement Class and Common Issue to reflect the definitions of Settlement Class and Common Issue for the Quebec Action in Schedule A.

(3) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification of the Ontario Action as a class proceeding for settlement purposes, for an order approving notice and modifying the authorized Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action, and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes. The Parties agree that the certification of the Ontario Action and amendment of the Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement

Agreement shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against any other Person or party, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

(4) In the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, any submission or attornment in connection with this Settlement Agreement by the Settling Defendants shall be deemed to have no effect, the Settling Defendants shall reserve all of their existing procedural, substantive and jurisdictional rights and defences, and this Settlement Agreement or any other settlement-related statement may not be cited in support of any argument as against the Releasees.

SECTION 9 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES

9.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of: (i) the certification of the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes and the amendment of the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action; (ii) the hearing(s) at which the Ontario and Quebec Courts will be asked to approve the Settlement Agreement; and (iii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

9.2 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Ontario and Quebec Courts.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Ontario and Quebec Courts.

SECTION 10 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION

10.1 Mechanics of Administration

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Ontario and Quebec Courts on motions brought by Class Counsel.

10.2 Information and Assistance

(1) The Settling Defendants will make reasonable efforts to provide to Class Counsel a list of the names and addresses (including any relevant email addresses) of Persons in Canada who purchased Bearings directly from the Settling Defendants during the Class Period and the Purchase Price paid by each such Person for such purchases, to the extent such information is reasonably available and to the extent not previously provided. The Settling Defendants make no representation that any such Persons exist, or that the Settling Defendants have, can or will produce such a list, or an accurate or complete list, and it is understood and agreed that the failure to produce such a list and/or an accurate or complete list shall not constitute a breach or violation of this Settlement Agreement. Any such information shall be delivered in Microsoft Excel format, or such other format as may be agreed upon by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel.

(2) The name and address information required by Section 10.2(1) shall be delivered to Class Counsel within sixty (60) days of the Date of Execution, but no later than ten (10) days after the orders required by Section 2.2(1) have been obtained, or at a time mutually agreed upon by the Parties. The Purchase Price information required by Section 10.2(1) shall be delivered to Class Counsel within ninety (90) days of the Effective Date, or at a time mutually agreed upon by the Parties.

(3) Class Counsel may use the information provided under Section 10.2(1):

- (a) to facilitate the dissemination of the notices required in Section 9.1;
- (b) to advise Persons in Canada who purchased Bearings directly from the Settling Defendants during the Class Period of any subsequent settlement agreement reached in the Proceedings, any related approval hearings, and any other major steps in the Proceedings; and

(c) to facilitate the claims administration process with respect to this Settlement Agreement and any other settlement agreement(s) achieved or court awards issued in the Proceedings.

(4) It is understood and agreed that all information made available or provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel under Section 10.2(1) shall be treated as highly confidential and shall not be used directly or indirectly for any purpose other than as enumerated in Section 10.2(3). Subject to Section 10.2(5), the Plaintiffs and Class Counsel agree that they will not disclose the information provided by the Settling Defendants beyond what is reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 10.2(3) or as otherwise required by law. Subject to the foregoing, Class Counsel shall take reasonable precautions to ensure and maintain the confidentiality of such information.

(5) All information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 10.2(1) may be disclosed to any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator, to the extent reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 10.2(3). Any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator shall be bound by Section 10.2(4). If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 10.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 4.2(1)(d) and no record of the information so provided shall be retained by Class Counsel, any Court-appointed notice-provider and/or the Claims Administrator in any form whatsoever.

(6) The Settling Defendants will make themselves reasonably available to respond to questions respecting the information provided pursuant to Section 10.2(1) from Class Counsel or any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator. The Settling Defendants' obligations to make themselves reasonably available to respond to questions as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 5 of this Settlement Agreement. Unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the Settling Defendants' obligations to cooperate pursuant to this Section 10.2 shall cease when all settlement funds have been distributed.

(7) The Settling Defendants shall bear no liability with respect to the completeness or accuracy of the information provided pursuant to this Section 10.2.

SECTION 11 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST

11.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Ontario and Quebec Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

(3) In addition, the Distribution Protocol shall treat residents of Quebec in the equivalent manner to residents elsewhere in Canada and must comply with the requirements of Quebec law, including in respect of remittances to the Fonds d'Aide aux actions collectives and in case of any remaining balance to be allocated *cy pres* to one or more recipients to be approved by the Ontario Court, *The Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c F-3.2.0.1.1 will apply to the portion of any remaining balance, if any, attributable to Quebec Class Members.

11.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) Except as otherwise provided for in this Settlement Agreement, the Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement or the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to Administration Expenses.

SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES

12.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any Class Counsel Fees, Class Counsel Disbursements, or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

12.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation

(1) Siskinds LLP shall pay the costs of the notices required by Section 9 and any costs of translation required by Section 13.11 from the Trust Account, as they become due. Subject to Section 4.3, the Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

12.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements

(1) Class Counsel may seek the Ontario and Quebec Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date. Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date. No other Class Counsel Disbursements or Class Counsel Fees shall be paid from the Trust Account prior to the Effective Date.

SECTION 13 – MISCELLANEOUS

13.1 Motions for Directions

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario and Quebec Courts as may be required for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order otherwise, motions for directions that do not relate to matters specifically affecting the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties, except for those applications concerned solely with the implementation and administration of the Distribution Protocol.

13.2 Headings, etc.

(1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms “this Settlement Agreement,” “hereof,” “hereunder,” “herein,” and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

13.3 Computation of Time

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as “holiday” is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

13.4 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, and the Parties and the Class Counsel Fees in that Proceeding. Notwithstanding the foregoing, the Ontario Court has jurisdiction to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements for Ontario and BC Counsel.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Sections 13.4(1) and 13.4(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

13.5 Governing Law

(1) Subject to Section 13.5(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario and the laws of Canada applicable therein.

(2) Notwithstanding Section 13.5(1), for matters relating specifically to the BC Action or the Quebec Action, the BC Court or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction and the laws of Canada applicable therein.

13.6 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

13.7 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties hereto, and any such modification or amendment must be approved by the Court with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

13.8 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made herein by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made herein by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

13.9 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or electronic signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

13.10 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

13.11 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by a Court, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

13.12 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

13.13 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

13.14 Schedules

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

13.15 Acknowledgements

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
- (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
- (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
- (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

13.16 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

13.17 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another Party, such notice, communication or document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

Charles M. Wright and Linda Visser
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
275 Dundas Street, Unit 1
London, ON N6B 3L1
Tel: 519.672.2121
Fax: 519.672.6065
Email: charles.wright@siskinds.com
linda.visser@siskinds.com

David Sterns and Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers and Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1250
Toronto, ON M5G 1Z8
Tel: 416.977.0007
Fax: 416.977.0717
Email: dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

David Jones
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN LLP
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, BC V6B 2W5
Tel: 604.689.7555
Fax: 604.689.7554
Email: djones@cfmlawyers.ca

Karim Diallo
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux-Quebec
43 rue Buade, bureau 320
Quebec City, QC GIR 4A2
Tel: 418.694.2009
Fax: 418.694.0281
Email: karim.diallo@siskindsdesmeules.com

For the Settling Defendants:

Paul Martin
Fasken Martineau DuMoulin LLP
Bay Adelaide Centre
333 Bay Street, Suite 2400
Toronto, ON M5H 2T6
Tel: 416.865.4439
Fax: 416.364-7813
Email: pmartin@fasken.com

13.18 Date of Execution

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

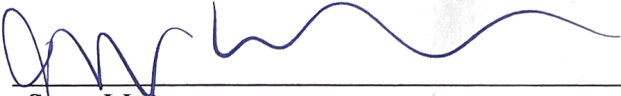
FADY SAMAHA on his own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class that he proposes to represent, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Linda Visser

Signature of Authorized Signatory:  Si
B440C10350FF4CA...
Ontario Counsel

GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD. and 5045320 ONTARIO LTD., on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class that they propose to represent, by their counsel

Name of Authorized Signatory: Jean-Marc Ledere

Signature of Authorized Signatory:  Sotos LLP
Ontario Counsel

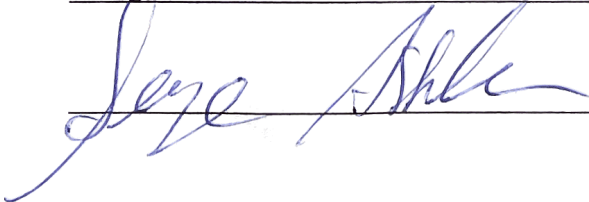
DARREN EWERT on his own behalf, by his counsel

Name of Authorized Signatory:  Michele Segal
242CAEB916104G1...

Signature of Authorized Signatory:  Camp Fiorante Matthews Mogerma LLP
BC Counsel

SERGE ASSELIN on his own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class that he **represents**

Name of Authorized Signatory: Serge Asselin

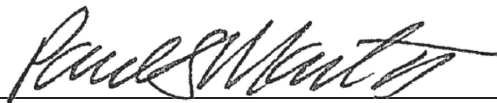
Signature of Authorized Signatory: 

AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, and SKF GMBH, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Paul J. Martin

Signature of Authorized Signatory:



Fasken Martineau DuMoulin LLP
Counsel for the Settling Defendants

**SCHEDULE “A”
Proceedings**

Court and File No.	Plaintiff(s) Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class
Ontario Action				
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-13-478644-CP	Siskinds LLP and Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd., and Fady Samaha	JTEKT Corporation, JTEKT North America Corporation, Koyo Corporation of U.S.A., Koyo Canada Inc., Koyo Deutschland GmbH, Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America Inc., Nachi Canada Inc., Nachi Europe GmbH, Nachi Technology Inc., NSK Ltd., NSK Corporation, NSK Americas, Inc., NSK Canada Inc., NSK Europe Ltd., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA Inc., Schaeffler Canada Inc., Schaeffler Technologies GmbH & Co. KG, FAG Kugelfischer GmbH, AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, SKF GmbH, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, NTN Bearing Corp. of Canada Ltd., NTN Wälzlager (Europa) GmbH, NTN-SNR Roulements SA, MinebeaMitsumi Inc. and NMB Technologies Corporation	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
Quebec Action				
Quebec Superior Court of Justice Court File No. 200-06-000159-130	Siskinds, Desmeules s.e.n.c.r.l	Serge Asselin	JTEKT Corporation, JTEKT North America Corporation, Koyo Canada, Inc., Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America, Inc., Nachi Canada, Inc., NSK Ltd., NSK Americas, Inc., NSK Canada, Inc., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA, Inc., Schaeffler Canada, Inc., AB SKF, SKF USA, Inc., SKF Canada Limited, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, and NTN Bearing Corp. of Canada, Ltd.	All Persons in Quebec who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons are excluded from the Quebec Settlement Class.

Court and File No.	Plaintiff(s)' Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class
BC Action				
British Columbia Supreme Court File No. S-132958 (Vancouver Registry)	Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP	Darren Ewert	JTEKT Corporation, Koyo Canada Inc., Koyo Corporation of USA, Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America Inc., Nachi Canada Inc., NSK Ltd., NSK Americas, Inc., NSK Canada Inc., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA Inc., Schaeffler Canada Inc., AB SKF, SKF USA, Inc., SKF Canada Limited, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, and NTN Bearing Corp. of Canada Ltd.	Not Applicable

SCHEDULE “B”

Court File No. CV-13-478644-00CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE BELOBABA) OF , 2022

BETWEEN:

**SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

JTEKT CORPORATION, JTEKT NORTH AMERICA CORPORATION, KOYO CORPORATION OF U.S.A., KOYO CANADA INC., KOYO DEUTSCHLAND GMBH, NACHI-FUJIKOSHI CORP., NACHI AMERICA INC., NACHI CANADA INC., NACHI EUROPE GMBH, NACHI TECHNOLOGY INC., NSK LTD., NSK CORPORATION, NSK AMERICAS, INC., NSK CANADA INC., NSK EUROPE LTD., SCHAEFFLER AG, SCHAEFFLER GROUP USA INC., SCHAEFFLER CANADA INC., SCHAEFFLER TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG, FAG KUGELFISCHER GMBH, AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, SKF GMBH, NTN CORPORATION, NTN USA CORPORATION, NTN BEARING CORP. OF AMERICA, NTN BEARING CORP. OF CANADA LTD., NTN WÄLZLAGER (EUROPA) GMBH, NTN-SNR ROULEMENTS SA, MINEBEAMITSUMI INC. and NMB TECHNOLOGIES CORPORATION

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

ORDER

- Bearings-

- SKF Notice Approval and Consent Certification -

THIS MOTION made by the Ontario Plaintiffs for an Order approving the form and content of the abbreviated, publication, and long-form notices of certification and settlement approval hearings (the “Notices”) and the method of dissemination of said Notices, and certifying this proceeding as a class proceeding for settlement purposes as against AB SKF, SKF USA Inc.,

SKF Canada Limited, and SKF GmbH (the “Settling Defendants”) was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

ON READING the materials filed, including the settlement agreement with the Settling Defendants dated as of ●, 2022 attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and Counsel for the Settling Defendants;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order;

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.
3. **THIS COURT ORDERS** that the “Ontario Settlement Class” is defined as:

All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
4. **THIS COURT ORDERS** that 5045320 Ontario Ltd. (successor to The Pickering Auto Mall Ltd.), Gazarek Realty Holdings Ltd. (successor to Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd.)

and Fady Samaha are hereby appointed as the representative plaintiffs on behalf of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that Siskinds LLP and Sotos LLP are hereby appointed as Class Counsel in this action.
6. **THIS COURT DECLARES** that the following claims are asserted on behalf of the Ontario Settlement Class:
 - (a) Claims for unlawful conspiracy pursuant to common law and s. 36 of the Competition Act.
7. **THIS COURT DECLARES** that the relief sought by the Ontario Settlement Class is:
 - (a) Damages in the amount of any unlawful overcharge.
8. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to the Ontario Settlement Class:

Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Bearings in Canada and/or elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
9. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Settlement Class Members shall be given notice of the settlement approval hearing and the certification of this action in substantially the forms set out in Schedules “B” to “D” and in the manner set out in Schedule “E”.
10. **THIS COURT ORDERS** that if the Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order,

including certification for settlement purposes only, shall be set aside and declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court.

11. **THIS COURT ORDERS** that this Order is contingent upon a parallel order being made by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such an order is made by the Quebec Court.

The Honourable Justice Belobaba

SCHEDULE “C”

Court File No. CV-13-478644-00CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE BELOBABA) OF , 2022

BETWEEN:

**SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

JTEKT CORPORATION, JTEKT NORTH AMERICA CORPORATION, KOYO CORPORATION OF U.S.A., KOYO CANADA INC., KOYO DEUTSCHLAND GMBH, NACHI-FUJIKOSHI CORP., NACHI AMERICA INC., NACHI CANADA INC., NACHI EUROPE GMBH, NACHI TECHNOLOGY INC., NSK LTD., NSK CORPORATION, NSK AMERICAS, INC., NSK CANADA INC., NSK EUROPE LTD., SCHAEFFLER AG, SCHAEFFLER GROUP USA INC., SCHAEFFLER CANADA INC., SCHAEFFLER TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG, FAG KUGELFISCHER GMBH, AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, SKF GMBH, NTN CORPORATION, NTN USA CORPORATION, NTN BEARING CORP. OF AMERICA, NTN BEARING CORP. OF CANADA LTD., NTN WÄLZLAGER (EUROPA) GMBH, NTN-SNR ROULEMENTS SA, MINEBEAMITSUMI INC. and NMB TECHNOLOGIES CORPORATION

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

**ORDER
- Bearings -
- SKF Settlement Approval -**

THIS MOTION made by the Ontario Plaintiffs for an Order approving the settlement agreement entered into with AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, and SKF GmbH (collectively, the “Settling Defendants”), and dismissing this action as against the Settling Defendants, was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

AND ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ●, 2022, attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and counsel for the Settling Defendants;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● written objections to the Settlement Agreement;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and two Persons validly and timely exercised the right to opt out;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that, in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon the Settling Defendants in accordance with the terms thereof, and upon each member of the Ontario Settlement Class that did not validly opt out of this Action, including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Action.
4. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
6. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions they have commenced, without costs and with prejudice.
7. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Ontario Settlement Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.
8. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, subject to paragraph 10, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.
9. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly, indirectly or otherwise, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c. N. 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim.
10. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms “Releasors” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by those members of the Ontario

Settlement Class who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.

11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

12. **THIS COURT ORDERS** that all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Order (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings).

13. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
14. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any members of the Ontario Settlement Class has or may have in the Ontario Action against any Person who is not a Releasee.
15. **THIS COURT ORDERS** that no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement; to administration, investment, or distribution of the Trust Account; or to the Distribution Protocol.
16. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Amount shall be held in the Trust Account by Siskinds LLP for the benefit of the Settlement Class Members.
17. **THIS COURT ORDERS** that in the event that some of the Settlement Amount remains in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees and Administrative Expenses, Class Counsel shall seek direction from this Court regarding the distribution of the remaining funds.
18. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the Quebec Court, the Quebec Action has been declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants by the Quebec Court, this Order has been registered in British

Columbia under the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29, and the BC Action has been discontinued as against the Settling Defendants without costs. If such orders and relief are not secured in Quebec and British Columbia, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Action and any agreement between the Parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

19. **THIS COURT ORDERS** that, in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order shall be declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court but with notice to the Class.

20. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, the Ontario Action is hereby dismissed against the Settling Defendants, without costs and with prejudice.

The Honourable Justice Belobaba